

Volet B**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe**Réservé
au
Moniteur
belge

19324072

Déposé
28-06-2019

Greffe

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 02/07/2019 - Annexes du Moniteur belge

N° d'entreprise : 0729536901

Nom

(en entier) : **Ekisystem**

(en abrégé) :

Forme légale : Société à responsabilité limitée

Adresse complète du siège Rue Henri Neuman 33
: 7090 Braine-le-ComteObjet de l'acte : CONSTITUTION

L'AN DEUX MIL DIX-NEUF.

Le vingt-huit juin.

Par devant Nous, **Alexandre LECOMTE**, Notaire à la résidence de Braine-le-Comte, exerçant sa fonction dans la société civile à forme de société privée à responsabilité limitée dénommée « Amélie Lecomte & Alexandre Lecomte », ayant son siège à 7090 Braine-le-Comte, place de la Victoire, 14, numéro d'entreprise 666 765 924RPM Mons.

COMPARAISSENT :

1. **La société anonyme ESPELIA**, ayant son siège social à 7090 Braine-le-Comte, rue Henri Neuman, 33, inscrite au registre des personnes morales de Bruxelles, sous le numéro 0728.546.907, immatriculée à la Tva sous le numéro BE728.546.907, ici représentée, conformément aux statuts, par son administrateur unique, Monsieur Géraud STRENS, domicilié à 7090 Braine-le-Comte, rue de la Station, 39, nommé à cette fonction aux termes de l'assemblée générale qui s'est tenue après la constitution, en cours de publication ;

2. Monsieur **FLANDROY Sébastien**, né à Braine-le-Comte, le vingt-trois août mil neuf cent nonante-trois (numéro national: 930823 143 12), domicilié à 7090 Braine-le-Comte, rue des Aulnois, 15.

Pas de cohabitation légale.

3. Madame Méline **STRENS**, née à Soignies, le trente mai mil neuf cent nonante-quatre (numéro national: 94.05.30-310.23), célibataire, domiciliée à 7090 Braine-le-Comte, rue de la Station, 39.

Pas de cohabitation légale.

Fondateurs

Les comparants ci-dessus sont les seuls fondateurs.

A. – CONSTITUTION

Les comparants requièrent le notaire soussigné d'acter qu'ils constituent une **société à responsabilité limitée** dénommée «Ekisystem», ayant son siège à 7090 Braine-le-Comte, rue Henri Neuman, 33, au moyen d'apports de fonds à concurrence de vingt mille euros (20.000,00EUR), représentés par deux cents (200) actions sans valeur nominale, représentant chacune un/deux centième de l'avoir social. Préalablement à la constitution de la société, les comparants, en leur qualité de fondateurs, ont remis au notaire soussigné le plan financier et attestent que celui-ci comporte l'ensemble des éléments prévus à l'article 5:4. CSA.

Ils confirment avoir veillé à ce que la société dispose, lors de sa constitution, de capitaux propres qui, compte tenu des autres sources de financement, sont suffisants à la lumière de l'activité projetée. (article 5:12.CSA).

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type "Mention").

Conformément à l'article 5:8. CSA:

Les fondateurs déclarent que les apports doivent être totalement libérés.

Ils déclarent souscrire les deux cents (200) actions en espèces, soit la totalité des actions prévues (mention obligatoire prévue par l'article 5:12 CSA), au prix de cent euros (100,00EUR) chacune, comme suit:

par la société anonyme ESPELIA prénommée à concurrence quatorze mille euros (14.000,00EUR), soit cent quarante (140) actions.

par Monsieur Sébastien Flandroy prénommé à concurrence de quatre mille euros (4.000,00EUR), soit quarante (40) actions.

par Madame Méline Strens prénommé à concurrence de deux mille euros (2.000,00EUR), soit vingt (20) actions.

Total: 200 actions 200

Après vérification, le notaire atteste que les apports sont entièrement libérés par un versement en espèces effectué au compte numéro BE67 0689 3460 1087 ouvert au nom de la société en formation auprès de la banque BELFIUS.

Les comparants remettent à l'instant au notaire l'attestation bancaire de ce dépôt.

Les comparants déclarent qu'il n'y a pas d'avantages particuliers attribués à un fondateur ou à une personne ayant participé directement ou indirectement à la constitution de la société.

Le comparant déclare que le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, incombant à la société en raison de sa constitution, s'élève à mille cent septante-huit euros et quarante-sept cents (1.178,47EUR).

B. – STATUTS

Article 1 – Forme

La société revêt la forme d'une société à responsabilité limitée (SRL).

Article 2 – Dénomination

Elle est dénommée « Ekisystem ».

Article 3 – Siège de la société

Le siège social est établi en Région wallonne.

Dans le respect des limites prévues par l'article 2:4. CSA (dont notamment le respect des dispositions légales/décrétales relatives à l'emploi des langues), l'organe d'administration a le pouvoir de déplacer le siège de la société.

La société peut par ailleurs établir, par simple décision de l'organe d'administration, des sièges administratifs, d'exploitation, agences et succursales en Belgique ou à l'étranger.

Article 4 – Objet et But(s) de la société

Objet

La société a pour objet de faire pour son propre compte ou pour le compte d'autrui toutes les opérations concernant l'aide aux entreprises, personnes morales et personnes physiques, la recherche de subsides, l'établissement de plans financiers, de plan d'affaires, d'exploitation, et autres.

La société a pour objet:

- la direction ainsi qu'assurer toutes les tâches opérationnelles et stratégique pour la mise en marche de toute entreprise et le suivi des activités professionnelles ou non de celle-ci;
- la souscription de tout contrat de franchise pour compte de toute entreprise;
- les aides logistiques pour la mise en marche de toute entreprise et le suivi des activités professionnelles ou non ;
- les aides en distribution, communication, formation, intérim;
- la consultance dans le secteur de la sécurité, la sûreté, le logistique, l'environnement,...
- permis d'urbanisme, permis unique,...
- l'achat, la vente, l'importation et l'exportation de tous types de marchandises, de biens périssables ou non ;

Mentionner sur la dernière page du Volet B :

Au recto : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter la personne morale à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature (pas applicable aux actes de type "Mention").

- l'exploitation d'un magasin d'art créatifs ainsi que l'organisation d'ateliers;
- les aides à l'informatisation des sociétés, la confection de programmes informatiques destinés à la gestion, à la tenue de la comptabilité et l'analyse financière. Toute démarche administrative, fiscale et légale concernant la tenue de déclarations fiscales aux impôts directs et indirects, taxes et accises, aux institutions légales et autres et le conseil juridique en général et plus particulièrement dans le domaine du droit des sociétés. La rédaction de brochures, livres ou autres documents, l'organisation et la participation à des séminaires, cours et autres ayant un lien avec l'objet social;
- les activités de centrale d'achats pour tous types de marchandises, de biens périssables ou non, boulangers, pâtisseries, confiseurs, et fournisseurs de ceux-ci en tant que super grossistes;
- la production, la vente en gros et en détail de matières premières, fournitures, outils, tout type de matériel, produits d'entretien..., utilisés en boulangerie, pâtisserie, confiserie, et métiers connexes;
- la prestation de services, de transport pour compte-tiers, de nature commerciale, administrative, financière, de tous types de marchandises, aux magasins, aux boulangers, pâtisseries, confiseurs, et fournisseurs de ceux-ci. La société pourra en outre faire toutes opérations commerciales, industrielles, mobilières ou immobilières et financières se rapportant directement et indirectement à son objet social;
- le transport national et international de marchandises pour le compte de tiers, par tous modes et moyens, ainsi que toute activité d'auxiliaire de transport, d'agence en douane, d'agence d'expédition, d'agence de voyage et d'entrepôt;
- le service de location de containers;
- la mise à disposition de personnes;
- Horeca;
- les déménagements;
- le dépannage tout genre;
- l'import et l'export;
- les ventes de biens divers – épicerie;
- la livraison et l'expédition des magazines sur adresse et toutes boîtes;
- le commerce de détail;
- la gestion d'un patrimoine immobilier d'une autre société.

Les activités des organisations économiques, patronales et professionnelles, les services administratifs de bureau et autres activités de soutien aux entreprises, la programmation, conseil et autres activités informatiques, le conseil de gestion et autres affaires, les activités des agences de recouvrement de factures et des sociétés d'information financière sur la clientèle, les photocopies, préparation de documents et autres activités spécialisées de soutien de bureau, la mise à disposition de locaux, matériel. Le commerce de détail par correspondance ou par Internet.

La société peut réaliser son objet social en tous lieux en Belgique et à l'étranger.

Cette énumération est énonciative et non limitative.

Elle peut s'intéresser par voie d'apport, de fusion, de souscription ou de toute autre manière dans toute entreprise ou société ayant en tout ou en partie un objet similaire, analogue ou connexe ou de nature à favoriser celui de la société.

Elle peut faire, tant en Belgique qu'à l'étranger, toutes les opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie à son objet social ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.

Elle peut notamment se porter caution et donner toute sûreté personnelle ou réelle en faveur de toute personne ou société liée ou non.

Elle peut s'intéresser par toutes voies dans toutes affaires, entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue ou connexe ou qui soient de nature à favoriser le développement de son entreprise.

La société peut être administrateur, gérant ou liquidateur.

Le cas échéant, pour la prestation de certaines activités, elle subordonnera leur exercice à la réalisation des conditions préalables d'accès à la profession.

Article 5 – Durée

La société a une durée illimitée.

Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale délibérant comme en matière de modification des statuts.

Article 6 – Titres

Toutes les actions sont nominatives, elles portent un numéro d'ordre.

Elles sont inscrites dans le registre des actions nominatives; ce registre contiendra les mentions requises par le Code des sociétés et des associations. Les titulaires d'actions peuvent prendre

connaissance de ce registre relatif à leurs titres.
Le registre des actions pourra être tenu en la forme électronique.

Article 7 – Vote par l'usufruitier

En cas de démembrement du droit de propriété d'une action en nue-propriété et usufruit, l'usufruitier et le nu-propriétaire sont inscrits séparément dans le registre des actions nominatives, avec indication de leurs droits respectifs.

Conformément à l'article 5:22. CSA, en cas de démembrement du droit de propriété de parts sociales, les droits y afférents sont exercés par l'usufruitier.

Article 8 – Cession et transmission des actions

§ 1. Les actions ne peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort, à un actionnaire, au conjoint du cédant ou du testateur, aux ascendants ou descendants en ligne directe des actionnaires, à peine de nullité, qu'avec l'obtention de **l'unanimité des actionnaires** comme dit sous le §2 ci-après.

§ 2. Tout actionnaire qui voudra céder ses actions entre vifs devra, à peine de nullité, obtenir **l'unanimité des actionnaires**, déduction faite des actions dont la cession est proposée. A cette fin, il devra adresser à l'organe d'administration, sous pli recommandé (ou: par courrier ordinaire ou par e-mail à l'adresse électronique de la société), une demande indiquant les noms, prénoms, professions, domiciles du ou des cessionnaires proposés ainsi que le nombre de actions dont la cession est envisagée et le prix offert. Dans les huit jours de la réception de cette lettre, l'organe d'administration en transmet la teneur, par pli recommandé, à chacun des actionnaires, en leur demandant une réponse affirmative ou négative par un écrit adressé dans un délai de quinze jours et en signalant que ceux qui s'abstiendraient de donner leur avis seraient considérés comme donnant leur agrément. Cette réponse devra être envoyée par pli recommandé. Dans la huitaine de l'expiration du délai de réponse, l'organe d'administration notifie au cédant le sort réservé à sa demande.

Les héritiers et légataires qui ne deviendraient pas de plein droit actionnaires aux termes des présents statuts seront tenus de solliciter, selon les mêmes formalités, l'agrément des actionnaires. Le refus d'agrément d'une cession entre vifs est sans recours. Néanmoins, l'actionnaire voulant céder tout ou partie de ses actions pourra exiger des opposants qu'elles lui soient rachetées au prix mentionné par lui dans sa notification initiale ou, en cas de contestation de ce prix, au prix fixé par un expert choisi de commun accord ou, à défaut d'accord sur ce choix, par le président du tribunal de l'entreprise statuant comme en référé à la requête de la partie la plus diligente, tous les frais de procédure et d'expertise étant pour moitié à charge du cédant et pour moitié à charge du ou des acquéreurs, proportionnellement au nombre d'actions acquises s'ils sont plusieurs. Il en ira de même en cas de refus d'agrément d'un héritier ou d'un légataire. Dans l'un et l'autre cas, le paiement devra intervenir dans les six mois du refus.

Les dispositions du présent article sont applicables dans tous les cas de cessions entre vifs, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, tant volontaires que forcées (cas de l'exclusion et du retrait d'un actionnaire), tant en usufruit qu'en nue-propriété ou pleine propriété, qui portent sur des actions ou tous autres titres donnant droit à l'acquisition d'actions.

Par dérogation à ce qui précède, au cas où la société ne compterait plus qu'un actionnaire, celui-ci sera libre de céder tout ou partie de ses actions librement.

Article 9 – Registre des actions

Les actions sont inscrites dans un registre tenu conformément au prescrit de l'article 5:25. CSA.

Article 10 – Administration

A/ Nomination

La société est administrée par un ou plusieurs administrateurs, personnes physiques ou morales, actionnaires ou non, nommés avec ou sans limitation de durée et pouvant, s'ils sont nommés dans les statuts, avoir la qualité d'administrateurs statutaires.

L'assemblée qui nomme le ou les administrateurs fixe leur nombre, la durée de leur mandat et, en

cas de pluralité, leurs pouvoirs. A défaut d'indication de durée, le mandat de gérant sera censé conféré sans limitation de durée.

Si l'administrateur est une personne morale, celle-ci doit désigner une personne physique comme représentant permanent chargé de l'exécution de cette mission au nom et pour le compte de la personne morale. Ce représentant est soumis aux mêmes conditions et encourt les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il exerçait cette mission en nom et pour compte propre. Celle-ci ne peut révoquer son représentant qu'en désignant simultanément son successeur.

Conformément au dernier alinéa de l'article 2:55. CSA, si la personne morale est l'administrateur unique de la société, un représentant permanent suppléant peut être désigné.

B/ Pouvoirs

Chaque administrateur agissant seul représente la société à l'égard des tiers et en justice et peut poser tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet de la société, sauf ceux que la loi réserve à l'assemblée générale.

Un administrateur peut déléguer des pouvoirs spéciaux à tout mandataire, actionnaire ou non.

Article 11 – Rémunération

L'assemblée générale décide si le mandat d'administrateur est rémunéré ou gratuit.

Article 12 – Contrôle

Tant que la société répond aux critères prévus par le Code des sociétés et permettant de ne pas nommer de commissaire, il n'est pas nommé de commissaire, sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Dans ce cas, chaque actionnaire possède individuellement les pouvoirs d'investigation et de contrôle du commissaire. Il peut se faire représenter ou se faire assister par un expert-comptable. La rémunération de celui-ci incombe à la société s'il a été désigné avec son accord ou si cette rémunération a été mise à sa charge par décision judiciaire.

Article 13 – Assemblées générales

L'assemblée générale annuelle se réunit chaque année le troisième vendredi du mois de mars à 18 heures. Si ce jour est férié, l'assemblée est remise au plus prochain jour ouvrable, autre qu'un samedi.

Des assemblées générales extraordinaires doivent être convoquées par l'organe d'administration chaque fois que l'intérêt social l'exige ou sur la requête d'actionnaires représentant 1/10ème du nombre d'actions conformément au prescrit de l'article 5:83. CSA.

Les assemblées se réunissent au siège social ou à l'endroit indiqué dans la convocation, à l'initiative de l'organe d'administration ou, s'il y en a un, du commissaire.

Les convocations sont faites conformément à l'article 2:32. CSA et communiquées quinze jours avant l'assemblée aux actionnaires, aux administrateurs et, le cas échéant, au commissaire.

Toute personne peut renoncer à cette convocation et, en tout cas, sera considérée comme ayant été régulièrement convoquée si elle est présente ou représentée à l'assemblée.

«Assemblée générale écrite»: Des décisions d'assemblée générale peuvent également se prendre par écrit, sans réunion physique des actionnaires, dans les limites et suivant le prescrit prévus par l'article 5:85. CSA.

Article 14 – Représentation

Chaque associé peut donner procuration à un mandataire, actionnaire ou non.

Article 15 – Prorogation

Toute assemblée générale, ordinaire ou extraordinaire, peut-être, séance tenante, prorogée à trois semaines au plus par la gérance. La prorogation annule toutes les décisions prises.

La seconde assemblée délibère sur le même ordre du jour et statue définitivement.

Article 16 – Présidence — Délibérations — Procès-verbaux

L'assemblée générale est présidée par un administrateur ou, à défaut, par l'actionnaire présent qui détient le plus d'actions.

Volet B - suite

Sauf dans les cas prévus par la loi, l'assemblée statue quelle que soit la portion du capital représentée et à la majorité des voix.

Chaque action donne droit à une voix.

Les procès-verbaux des assemblées générales sont consignés dans un registre. Ils sont signés par les actionnaires qui le demandent. Les copies ou extraits sont signés par un administrateur.

Article 17 – Exercice social

L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Article 18 – Affectation du bénéfice

L'affectation du bénéfice est décidée par l'assemblée générale statuant sur proposition de l'organe d'administration, dans le respect des règles fixées par les articles 5:142. à 5:144. CSA.

Article 19 – Liquidation

Sous réserve de la possibilité de procéder à une dissolution-clôture en un seul acte, si la société est dissoute, la liquidation est effectuée par un liquidateur désigné en principe par l'assemblée générale. Le liquidateur n'entre en fonction qu'après confirmation de sa nomination par le Tribunal de l'Entreprise compétent (*Cette confirmation n'est toutefois pas requise s'il résulte de l'état actif et passif – joint au rapport prévu par l'article 2:71. CSA – que la société n'a de dettes qu'à l'égard de ses actionnaires et que tous les actionnaires créanciers de la société confirment par écrit leur accord sur la nomination*).

Si plusieurs liquidateurs sont nommés, ils forment un collège.

Le liquidateur dispose des pouvoirs les plus étendus conférés par les articles 2:87. et suivants CSA.

L'assemblée générale détermine, le cas échéant, les émoluments du liquidateur.

Article 20 – Répartition

Le cas échéant après approbation du plan de répartition par le Tribunal de l'Entreprise compétent, le liquidateur répartit l'actif net entre les actionnaires au prorata du nombre d'actions qu'ils possèdent.

Si toutes les actions ne sont pas libérées dans une égale proportion, le liquidateur doit rétablir l'équilibre avant de procéder au partage, en mettant toutes les actions sur pied d'égalité par des appels de fonds ou par une répartition préalable.

Le solde est réparti également entre toutes les actions.

Article 21 – Election de domicile

Pour l'exécution des statuts, tout actionnaire, administrateur ou liquidateur, domicilié à l'étranger, fait éllection de domicile au siège de la société.

Le ou Les administrateurs, même non domicilié(s) à l'étranger, font éllection de domicile au siège de la société.

Article 22 – Droit commun

Les dispositions légales auxquelles il ne serait pas explicitement dérogé sont réputées faire partie des statuts et les clauses contraires aux dispositions légales impératives sont censées non écrites.

AUTORISATION(S) PRÉALABLE(S)

Le notaire a attiré l'attention des comparants sur le fait que la société, dans l'exercice de son objet social, pourrait devoir, en raison des règles administratives en vigueur, obtenir des attestations, autorisations ou licences préalables.

C. — DISPOSITIONS TEMPORAIRES

Les comparants prennent à l'unanimité les décisions suivantes qui ne deviendront effectives qu'à dater du dépôt de l'extrait de l'acte constitutif au greffe :

1°- Le premier exercice social a débuté le 1er juin 2019 et se terminera le trente-et-un décembre juin 2019.

2°- La première assemblée générale annuelle se tiendra le troisième vendredi du mois de mars 2020.

3°- Est désigné en qualité d'**administrateurs non statutaires**, pour une durée indéterminée:

1. La **société anonyme ESPELIA** comparante, représentée par son représentant permanent, Monsieur Géraud STRENS, nommé à cette fonction lors de la constitution de celle-ci par acte du notaire Alexandre Lecomte soussigné en date du quatorze juin deux mille dix-neuf, en cours de publication;

2. Monsieur **Sébastien FLANDROY** prénommé;

3. Madame **Méline STRENS** prénommé.

La société anonyme ESPELIA peut engager seule la société sans limitation de sommes.

Monsieur Sébastien FLANDROY et/ou Madame Méline STRENS ne peut(vent) engager seul(s) la société sans la signature de la société anonyme ESPELIA.

Tous ici présents et qui déclare chacun, en son nom ou par sa voix, accepter le mandat qui lui est conféré.

L'administrateur est nommé jusqu'à révocation.

Son mandat est non rémunéré.

4°- Le comparant ne désigne pas de commissaire.

IDENTITE

Le notaire certifie l'identité du comparant au vu de sa carte d'identité.

Droit d'écriture

Le droit d'écriture s'élève à 95,00 €.

Intérêts contradictoires ou disproportionnés

Le Notaire a informé les parties des obligations de conseil impartial. Le Notaire a attiré l'attention des parties sur le droit ou libre choix d'un conseil. Le comparant déclare avoir reçu du Notaire toutes les explications quant aux droits et obligations du présent acte et considère les engagements pris comme proportionnels et équilibrés.

D O N T A C T E.

Passé à Braine-le-Comte, en l'étude.

Les comparants ont déclaré avoir pris connaissance du projet d'acte dans un délai suffisant et, de leur accord, nous avons procédé à un commentaire et à une lecture partielle de l'acte, conformément à la loi.

Les comparants signent avec le notaire.

Pour extrait analytique conforme.

Le Notaire Alexandre LECOMTE.

Dépôt en même temps: expédition de l'acte